

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
Pôle Déchets - Matériaux
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BMI PRODUCTION FRANCE (Usine)

172 AV DU ROVE
13016 Marseille

Références : D-2026-0171
Code AIOT : 0006403649

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement BMI PRODUCTION FRANCE (Usine) implanté 16 Impasse Louis Foucard 13016 Marseille 16. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée le 3 mars 2026 dans le cadre du contrôle périodique des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) exploitées sur le site. Cette inspection avait pour objectif de vérifier le respect des prescriptions réglementaires applicables à l'installation, d'examiner l'état général des équipements, ainsi que d'évaluer la prise en compte des risques liés aux activités menées, notamment en matière de sécurité, de prévention des pollutions et de conformité des installations électriques.

Cette visite fait également suite aux échanges antérieurs avec l'exploitant, notamment l'intention déclarée de cesser l'activité de fabrication de tuiles dans les mois à venir. Elle s'inscrit dans la continuité du suivi réglementaire du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BMI PRODUCTION FRANCE (Usine)
- 16 Impasse Louis Foucard 13016 Marseille 16
- Code AIOT : 0006403649
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BMI MONIER exploite une installation de fabrication de produits céramiques et réfractaires.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification de cessation	Code de l'environnement du 01/08/2025, article R512-39-1	Demande d'action corrective	15 jours
4	Installations Electriques	Arrêté Préfectoral du 05/04/2005, article 7.3.3	Demande d'action corrective	21 jours
5	Détection de gaz	Arrêté Préfectoral du 05/04/2005, article 8.1.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/04/2005, article 5.1.3	Sans objet
3	Zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 05/04/2005, article 7.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant prévoit d'arrêter son activité fin juin 2026, mais n'a pas encore notifié cet arrêt au préfet malgré les obligations réglementaires rappelées. La visite a révélé un stockage non conforme de bidons d'huile usagée, corrigé immédiatement par l'exploitant. Les zones de danger sont globalement bien signalées, toutefois certaines armoires électriques ouvertes présentaient un risque d'électrocution. La vérification APAVE de 2025 a identifié plusieurs non-conformités

électriques, dont certaines déjà signalées en 2024, et un plan d'action a été annoncé pour les lever. Enfin, l'absence de détecteurs de gaz dans les bâtiments et l'absence de vérification des détecteurs présents hors du périmètre ICPE constituent un point de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2025, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation D'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 3 mars 2026, l'exploitant a indiqué à l'inspection son intention de cesser l'activité de fabrication de tuiles d'ici fin juin 2026 au plus tard. L'inspection rappelle que, conformément aux dispositions applicables, le préfet doit être notifié au plus tard six mois avant la date d'arrêt définitif de l'activité. Cette notification doit préciser les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, afin d'assurer la mise en sécurité des terrains concernés du site, telle que définie à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement. Il est constaté que, malgré le rappel formulé par l'inspection lors de la réunion du 28 janvier 2026 portant sur la fermeture de l'usine, l'exploitant n'a, à la date de la présente inspection, pas notifié au préfet l'arrêt définitif envisagé ni les mesures afférentes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de notifier au préfet, dans un délai de 15 jours à compter de la réception du rapport, l'arrêt définitif envisagé de l'activité ainsi que les mesures prises ou prévues, accompagnées de leur calendrier, pour assurer la mise en sécurité du site conformément aux dispositions de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement.

Copie de la notification sera adressée par courriel à l'inspection des installations classées, dans le même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Conditions d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2005, article 5.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, la présence de bidons d'huile usagée (huile de vidange) pleins, stockés hors rétention, a été constatée en deux emplacements distincts : à l'intérieur du bâtiment de trituration des terres et à l'extérieur, à proximité de l'armoire de rétention des fûts. Aucune égoutture ou écoulement de liquide n'a été observé. Cette situation constituait une non-conformité au regard des exigences de stockage des déchets/liquides dangereux.

L'exploitant a immédiatement reconnu le caractère anormal de ce stockage. De sa propre initiative, et avant la fin de la visite d'inspection, il a procédé à la mise sur rétention des bidons concernés, ce que l'inspection a pu constater. De ce fait, la non-conformité a été satisfaite au cours de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de veiller à ce que le stockage des bidons d'huile usagée et, plus largement, de l'ensemble des déchets dangereux, soit en permanence conforme aux exigences réglementaires, notamment en matière de rétention. La situation observée lors de la visite, bien qu'immédiatement corrigée, ne doit pas se reproduire. L'exploitant mettra en place les dispositions organisationnelles nécessaires afin de garantir le maintien durable de la conformité sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Zones de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2005, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Les zones de danger présentes sur le site sont correctement matérialisées. Des panneaux de danger, pictogrammes et signalétiques adaptées sont installés, notamment pour avertir des risques électriques, de chute et autres situations dangereuses. L'ensemble apparaît visible et en bon état, permettant une information adéquate des salariés et intervenants. Lors de la visite d'inspection, il a également été constaté que certaines armoires électriques étaient laissées ouvertes. Cette situation présente un risque d'électrocution pour le personnel et les intervenants extérieurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection rappelle que les équipements électriques doivent être maintenus fermés et sécurisés afin de prévenir tout accès non autorisé ou accidentel aux éléments sous tension.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations Electriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2005, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.
Constats :

La vérification périodique des installations électriques a été réalisée les 29 juillet et 1er août 2025 par l'organisme agréé APAVE. Le rapport transmis à l'inspection met en évidence plusieurs non-conformités, dont certaines avaient déjà été signalées lors de la vérification de 2024. Le document conclut que l'état de l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

À la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a informé l'inspection, par courriel en date du 4 mars 2026, de la mise en place d'un plan d'action visant à lever, sous un délai de trois semaines, l'ensemble des non-conformités identifiées, puis à faire intervenir de nouveau l'APAVE afin de procéder à une nouvelle vérification et de transmettre le rapport actualisé. Un courriel complémentaire du 10 mars 2026 indique qu'une entreprise interviendra les 11 et 12 mars 2026 pour corriger les remarques issues du rapport de vérification de l'APAVE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lever l'ensemble des non-conformités identifiées lors de la vérification électrique réalisée par l'APAVE et de faire procéder à une nouvelle vérification des installations, sous un délai de 21 jours à compter de la réception du présent courrier, afin d'attester des corrections apportées. L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport actualisé dès sa réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 21 jours

N° 5 : Détection de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2005, article 8.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'explosion

Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol. L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan.

Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués. Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 8.1.3.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne disposer d'aucun détecteur de gaz, associé à un dispositif d'alarme et de coupure automatique du gaz, à l'intérieur des bâtiments relevant de l'installation.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a toutefois constaté la présence de deux détecteurs de gaz installés dans une armoire contenant des vannes, située à l'extérieur du périmètre de l'ICPE, sur l'emprise voisine de la société Dachser. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments attestant de la vérification périodique de ces dispositifs, ni de consigner des contrôles ou étalonnages réguliers conformément aux exigences du point de contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité les installations au regard des exigences relatives à la détection de gaz et à la sécurité des équipements utilisant un combustible gazeux. À ce titre, l'exploitant devra, dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent courrier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre en œuvre les actions correctives nécessaires pour assurer l'entretien et la vérification des dispositifs existants, en apportant la preuve de leur fonctionnement, de leur étalonnage et de leur contrôle régulier ; • installer un dispositif de détection de fuite de gaz conforme aux exigences réglementaires, assurant notamment la détection des dépassements de seuils, le déclenchement d'une alarme et la mise en sécurité automatique des installations (coupure de l'arrivée de gaz et interruption de l'alimentation électrique selon les prescriptions applicables) ; • transmettre à l'inspection les justificatifs correspondants (rapports d'intervention, preuves de contrôle, documentation technique du système de détection installé). <p>L'ensemble de ces éléments devra être communiqué à l'inspection dans le délai imparti.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois